

ARRETE DU MAIRE

2026-AM-07-0256

Le Maire,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
- Vu le Code Pénal notamment ses articles R 610 - I à R 610 – 5
- Vu le Code de la Route
- Vu le manuel du chef de chantier du SETRA
- Vu l'arrêté interministériel sur la signalisation routière et notamment la 8ème partie du Livre I – signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié.
- Vu l'arrêté municipal 2020/0168 portant délégation de signature à Monsieur THOMAS Franck, Directeur Général des Services
- Considérant la demande présentée l'entreprise **ANTOCOM - 8 square Etienne Martin – 77680 ROISSY EN BRIE**, concernant l'ouverture de chambre télécom pour le compte d'Orange.

ARRETE

Article 1^{er} :

Du lundi 17 août 2026 au lundi 14 septembre 2026 inclus, le pétitionnaire est autorisé à intervenir en chantier mobile sur trottoir et ½ chaussée au droit des chambre situées :

- 170 avenue Jean Monnet
- Route de Boissise
- Avenue des Courtillelaies

Article 2 :

Pendant cette période, sur les mêmes zones et au droit du chantier mobile, la circulation des véhicules se fera de façon alternée par ½ chaussée au moyen d'alternats manuels.

Article 3 :

Pendant cette période, sur les mêmes zones et au droit du chantier mobile la vitesse des véhicules automobiles sera limitée à 30 km/h.

Article 4 :

Pendant cette période, sur les mêmes zones et au droit du chantier mobile, le dépassement des véhicules automobiles sera interdit.

Article 5 :

Pendant cette période, sur les mêmes zones et au droit du chantier mobile, une déviation de la circulation des piétons sera instituée par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Pendant cette période et sur les mêmes zones et au droit du chantier mobile, une signalisation réglementaire conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et du manuel du chef de chantier du SETRA sera mise en place et entretenue par le pétitionnaire sous le contrôle des Services Techniques.

Article 7 :

Pendant cette période et sur les mêmes zones et au droit du chantier mobile, le pétitionnaire s'engage à respecter les aménagements existants et prendre en charge toute dégradation du domaine public relative à son intervention.

Article 8 :

Le présent arrêté sera affiché par le pétitionnaire aux extrémités de la zone.

Article 9 :

Le présent arrêté sera affiché sur tout le territoire de la commune.

Article 10 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Article 11 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Article 12 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au pétitionnaire et

- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine
- Monsieur le Commissaire, Commissariat Central de Melun Val de Seine
- Monsieur le Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie de Seine et Marne
- Monsieur le Major du poste de la Police Nationale du Mée-sur-Seine
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale de la Ville du Mée-sur-Seine
- Monsieur le Lieutenant du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- Monsieur le Président SMITOM
- Monsieur le directeur des Services Postaux
- Le Secrétariat du SAMU – Centre Hospitalier de MELUN

Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Le Mée sur Seine, le 20 juillet 2026,

Pour le Maire,

Pour Ampliation et par Délégation,
le Directeur Général des Services,



Franck THOMAS



L'Adjointe au Maire,

En charge de l'Aménagement du Territoire,
Et du Cadre de Vie

A signé : Maxelle THEVENIN